

Macgregor : Nouveau monde - Israël s'effondre, l'OTAN morte et les États-Unis vaincus par l'Iran

Douglas Macgregor est un colonel à la retraite, vétéran de combat et ancien conseiller principal du secrétaire à la Défense des États-Unis. Le colonel Macgregor soutient que les États-Unis doivent s'adapter à un ordre mondial post-hégémonique. Le refus de s'adapter conduit, selon lui, à la mort d'Israël, à une OTAN déjà morte et à la défaite des États-Unis face à l'Iran. ENREGISTRÉ le 9 juin 2026. Merci d'aimer, de vous abonner et de partager ! Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Aujourd'hui, nous sommes le neuf juin deux mille vingt-six, et nous avons le plaisir d'accueillir le colonel Douglas Macgregor, ancien conseiller du secrétaire américain à la Défense, vétéran décoré et auteur prolifique. Merci beaucoup d'être de retour parmi nous dans l'émission.

#Douglas Macgregor

Merci de m'avoir invité, Glenn.

#Glenn

Si on prend un peu de recul, on voit bien que le monde est en train de vivre un bouleversement majeur. En clair, l'ère de la primauté mondiale est terminée. C'est la fin d'un ordre qui a défini les relations internationales pendant des décennies. Et pourtant, aux États-Unis comme en Europe, on a l'impression que beaucoup restent convaincus qu'on peut tout faire, comme si on était encore dans les années quatre-vingt-dix. Le prix de cette illusion, à mon avis, est très élevé. Trump s'est piégé lui-même en Iran. Les Européens, on peut le dire, ont de fait déclaré la guerre à la Russie, qui semble se préparer à riposter. Bref, tout ne va pas bien. Alors je me demandais : selon vous, quels sont les principaux défis pour les États-Unis dans cette nouvelle époque ? Et que devrait faire l'Amérique ?

#Douglas Macgregor

Eh bien, d'ordinaire, on considère l'océan comme une métaphore des relations internationales. L'océan change tout le temps. Le problème, en ce moment, c'est qu'on essaie de le traverser dans un bateau qui prend l'eau, tout en voyant arriver un tsunami droit sur nous. Et ce tsunami, c'est le profond bouleversement de la façon dont le monde entier s'organise et s'aligne. En réalité, on essaie de retenir l'avenir, pour dire les choses franchement. Et ça, ce n'est jamais une bonne idée. On ne peut pas l'arrêter. Parfois, je me dis qu'on ressemble un peu à l'Autriche des années mille huit cent trente et quarante. Ce pays était devenu l'État réactionnaire par excellence, déterminé à repousser toutes les forces de changement que la Révolution française avait libérées.

En fait, je pense qu'on peut dire que l'Autriche a mieux réussi qu'on ne le croit, parce que ces forces se sont vraiment désagrégées, si on peut dire, à la fin de la Première Guerre mondiale. Dans une certaine mesure, les affaires restées en suspens depuis les guerres napoléoniennes sont revenues avec force vers mille neuf cent quatorze, mille neuf cent quinze, puis ont éclaté au grand jour en mille neuf cent dix-huit. Donc oui, je pense que votre analyse est juste. C'est un changement profond. Ce n'est pas forcément dans la direction que nous, en Occident, et surtout les États-Unis, souhaiterions, mais cela va se produire de toute façon. Et la chose intelligente à faire pour les États-Unis serait de s'y adapter. Vous savez, en ce sens, la Grande-Bretagne a été très stupide au début du vingtième siècle.

Elle aurait très bien pu s'y adapter — à la montée de l'influence et de la puissance de l'Allemagne — sans la moindre difficulté. Mais au lieu de ça, le refus de la Grande-Bretagne de s'adapter à l'Allemagne a conduit à une guerre inévitable, qui a détruit presque toute l'Europe. Donc, il n'y a pas beaucoup de preuves, disons-le franchement, de bon sens ou de tolérance envers quoi que ce soit. C'est assez déprimant. Alors, est-ce qu'il y a quand même une bonne nouvelle ? Oui. La différence, c'est que nous sommes aujourd'hui financièrement dans une situation d'endettement extraordinaire et, du coup, extrêmement fragiles. Et ça, Glenn, on en parle presque jamais. Quand quelqu'un comme toi dit : « On dirait qu'on va entrer en guerre avec la Russie », eh bien, c'est absurde. Il n'y aura pas de guerre avec la Russie.

Les Européens ne peuvent pas se battre. Ils n'ont rien. Ils sont endettés jusqu'au cou. Leur situation est très fragile. Ils font face à des factures d'électricité qu'on n'aurait jamais pu imaginer. Les seuls qui ne souffrent pas trop de la hausse des prix de l'électricité, ce sont les Français, parce qu'ils dépendent énormément du nucléaire. Mais l'Allemagne, l'Italie et d'autres pays, eux, souffrent vraiment. L'industrie allemande, sans énergie à un prix raisonnable — et ce n'est certainement pas ce que nous facturons aux Allemands pour le gaz naturel liquéfié —, a été gravement touchée. L'Allemagne n'est plus compétitive à cause de la perte de l'énergie bon marché.

Regardez une entreprise énorme comme Volkswagen, une véritable institution en Allemagne. Eh bien, ils ferment des usines un peu partout. Et, sans surprise, il y a énormément de mécontentement en Allemagne. Maintenant, si on ajoute à tous ces problèmes la présence de millions et de millions de non-Européens non désirés... La plupart sont musulmans, mais pas tous. Les populations en

Europe sont très, très agitées. Elles veulent retrouver une vie meilleure. Elles veulent la paix chez elles. Elles veulent moins de criminalité. Et elles ne soutiennent pas la guerre contre la Russie. Alors, comment passer de la situation actuelle à cet objectif ? Eh bien, le dernier mot dans ce genre de contexte, c'est... la révolution.

Et il va falloir quelque chose qui ressemble à une révolution. Que ce soit une révolution dans les urnes, ce que tout le monde préférerait, ou une révolution qui sorte du canon d'un fusil, c'est une question à laquelle je ne peux pas répondre pour l'instant. Parce que, chaque fois que je parle à mes amis en Allemagne, ils me disent que tout est verrouillé contre le changement. Qu'il n'y a aucune possibilité pour l'Alternative für Deutschland d'entrer au gouvernement et d'accéder au pouvoir. Et franchement, l'AfD est trop modérée par rapport à ce qu'il faudrait vraiment en Allemagne. À mon avis, la situation n'est pas très différente en France, en Italie, et ailleurs, politiquement parlant. Donc, une grande partie de ce dont vous parlez en ce moment dépend, je pense, bien plus de nos conditions internes que d'intérêts extérieurs.

#Douglas Macgregor

Je veux dire, soyons francs.

#Douglas Macgregor

Si on devait plonger du jour au lendemain dans une grande crise financière, ce qui pourrait très bien arriver aux États-Unis... enfin, c'est typiquement ce genre de situation dont on parle quand on évoque le « cygne noir ». Nassim Taleb a écrit un livre brillant là-dessus, et c'est lui qui a inventé ce terme, « cygne noir ». Ça désigne, vous savez, l'événement que personne ne veut voir arriver, que tout le monde pense impossible... et qui finit pourtant par se produire. Et là, d'un coup, ça entraîne la dévaluation de la monnaie, la destruction de tout. En ce moment, le bilan de la Réserve fédérale est complètement hors norme. C'est absurde. Donc oui, les cygnes noirs nagent tout autour de nous.

Personne ne sait quand ça va se déclencher et tout bouleverser. On n'en a aucune idée, mais ça arrive. Et si ça devait se produire rapidement, disons dans les deux ou trois prochaines semaines, on se retirerait de l'océan Indien et de la Méditerranée. On rangerait nos affaires et on rentrerait à la maison. On arrêterait tout. Il n'y a rien, à l'étranger en ce moment, qui soit plus important pour les Américains que ce qui se passe ici, chez nous. Les gens ne comprennent pas ça. Pour l'instant, presque personne ne fait vraiment attention à la hausse des prix de l'essence. Enfin, je ne devrais pas dire personne, mais pas grand monde. Si ça atteint dix dollars le gallon, là, tout le monde fera attention.

Et c'est pour ça qu'on entend sans arrêt le président Trump répéter : « On est à deux jours de l'accord ! », « La paix est à portée de main ! », « Les prix de l'essence vont baisser ! ». Et les marchés, pour une raison que je ne comprends pas, croient vraiment ce qu'il dit. Ce matin, on a d'ailleurs vu une vente massive de pétrole, donc le prix du baril a baissé. Pas de façon spectaculaire, mais il a

baissé. Ça ne peut pas durer très longtemps. Et maintenant, on parle de ces tensions supposées entre nous et Israël, et ça mérite qu'on en discute. Et puis, il y a les Européens, qui ont eu cette petite réunion avec Zelensky et sa lettre bidon. C'est absurde. C'est du théâtre de l'absurde. Rien n'est réel. Et c'est ça, le plus triste.

La vérité, c'est que l'Iran contrôle le Golfe persique. Et ça, ça ne va pas changer. Donc, premièrement, ils sont aux commandes. Ils ont, en pratique, gagné la guerre. Même le cercle rapproché du président Trump reconnaît qu'il n'y a rien que nous puissions faire, militairement, pour inverser ce résultat. Et si on regarde les exigences qu'on a posées depuis le début de cette affaire, l'an dernier, eh bien, elles ont beaucoup reculé. Souvenez-vous, au départ, on exigeait une reddition sans condition. Puis, tout à coup, on disait : « Bon, si on pouvait rouvrir le détroit d'Ormuz, ce serait déjà pas mal. » Mais tout le monde oublie que le détroit d'Ormuz était ouvert avant qu'on attaque.

Alors, qui pose problème ? Eh bien, je pense que le monde entier nous voit comme le problème. On a un problème insoluble dans le Golfe persique. Il n'y a pas de moyen simple pour Donald Trump et son administration à Washington d'échapper à ce piège d'autodestruction. C'est nous qui avons commencé tout ça. On ne peut pas le gagner. Donc, on s'en va. Eh bien, ça veut dire que vous avez perdu. Oui, on a perdu. Mais il vaut mieux perdre maintenant que de prolonger cette tragédie pendant encore des mois. Et pourtant, c'est exactement ce qu'on est en train de faire. On a toujours le même groupe de personnes qui veulent maintenir ce blocus et garder la guerre avec l'Iran à feu doux, à Washington comme en Israël.

Et ce sont les mêmes personnes qui veulent que tout continue en Ukraine, même si ça veut dire qu'il n'y aura aucun vrai changement, aucune véritable inversion de tendance. Parce qu'ils savent tous que, du point de vue militaire, la guerre est perdue pour l'Ukraine. Ils misent simplement sur le fait que Poutine restera là, à bouillonner. Alors eux aussi, ils bouillonnent. On bouillonne tranquillement en Ukraine, tranquillement... enfin, pas si tranquillement que ça. Et on bouillonne aussi dans l'océan Indien et dans le golfe d'Oman. Et la situation ne fait qu'empirer. Vous savez, les Houthis viennent d'annoncer que la mer Rouge est désormais fermée à Israël et à tous les amis d'Israël. Ça aide énormément l'économie mondiale, n'est-ce pas ? Donc, vous voyez, il n'y a pas de fin en vue. Aucun accord imminent, parce que le président Trump et ses alliés ne peuvent pas reculer.

#Glenn

Eh bien, vous avez mentionné Israël. Alors, qu'est-ce que ça signifie pour la relation entre les États-Unis et Israël ? On a vu dans les médias qu'il y a des tensions, des querelles. On peut sans doute supposer que c'est vrai. Mais dans l'ensemble, comme vous l'avez dit, quand les intérêts stratégiques ou fondamentaux des États-Unis commencent à être remis en cause, on peut s'attendre à ce que la relation avec Israël soit mise à l'épreuve. Et on voit bien que la tension monte. J'imagine aussi qu'Israël devient de plus en plus impopulaire aux États-Unis. Il y a même des rapports affirmant que les Israéliens auraient espionné l'administration Trump. Et maintenant, on parle de cette fameuse section deux cent quarante-quatre, qui viserait à intégrer Israël dans le complexe militaro-industriel

américain. Alors, selon vous, quel avenir pour le projet du Grand Israël, et pour Israël lui-même, d'ailleurs ?

#Douglas Macgregor

Bon, prenons un peu de recul et reprenons certains des points que tu viens d'évoquer. Si on vivait dans un monde normal, Glenn, la question ne serait pas de savoir quelle relation les États-Unis entretiennent avec Israël, mais plutôt quel type de relation Israël entretient avec nous. La façon dont tu as présenté les choses laisse entendre qu'il y a quelque chose de profondément anormal. Israël, c'est un peu la queue qui remue le chien. Et franchement, qu'est-ce que ça change ce que fait Israël, tant que ça n'empiète pas sur nos intérêts ? Quels sont les intérêts stratégiques fondamentaux de l'Amérique au Moyen-Orient ? Le premier, c'est la stabilité. Pourquoi la stabilité ? Parce que ce qui nous intéresse, c'est le commerce, la productivité, et le fait de garantir que des produits comme les engrais, le gaz naturel liquéfié, le pétrole brut, l'hélium, l'aluminium — et la liste est longue — circulent normalement par le détroit d'Ormuz jusqu'à leurs destinations.

En d'autres termes, nous sommes une puissance commerciale. Nous voulons faire des affaires, n'est-ce pas ? Bien sûr. Mais tout ça, ça ne compte pas. À la place, on a la situation que vous venez de décrire. On a un Congrès censé représenter les intérêts du peuple américain, et les États-Unis qui envisagent d'intégrer, ou d'assimiler, les intérêts israéliens à ceux de la sécurité nationale américaine. En clair, de fusionner, d'intégrer, d'assimiler l'appareil sécuritaire israélien avec celui des États-Unis. Et tout cela, à un moment où la résistance au pouvoir et à l'influence israélo-juive aux États-Unis atteint un niveau jamais vu.

Quand on aborde ce sujet, la réponse, c'est : « Eh bien, toute personne qui dit ça est antisémite. » Très bien, mais si on décide que l'antisémitisme, c'est ça — résister à une influence étrangère à l'intérieur des États-Unis, une influence qui vient d'Israël — alors je dirais qu'on a des millions et des millions d'antisémites. Mais ont-ils vraiment du pouvoir, ces soi-disant antisémites, ces citoyens américains qui osent remettre en question les objectifs d'Israël et de son partenaire à Washington ? La réponse, c'est non. Et qu'est-ce qu'on a entendu de la part du président Trump ? Quand quelqu'un parle de l'économie et de l'impact sur les Américains, il répond : « Je m'en fiche. »

Il a été très direct. Il n'a pas hésité. Plus tard, il est revenu en disant : « Bon, ce n'est pas vraiment ce que je voulais dire. » Mais si, il a dit exactement ce qu'il voulait dire. Et c'est la même chose au Congrès. Pourquoi ? À cause de l'argent. On appelle ça le pouvoir financier juif. Ce pouvoir est partout, il est influent, et il pousse les représentants du peuple américain à agir d'une manière contraire aux intérêts des États-Unis. Et ce n'est pas seulement une question de sécurité nationale. Ça touche aussi l'économie, le commerce, l'immigration, la sécurité des frontières, et bien d'autres domaines. Ça ne peut pas durer, Glenn. Enfin, ça va continuer encore un moment, mais ça ne durera pas.

Et ça ne durera pas, parce que l'économie est fragile. Notre système financier est en difficulté. Nous sommes endettés jusqu'au cou. Ça ne peut pas durer éternellement. Et monsieur Diesen travaille jour et nuit, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, pour trouver des moyens d'imprimer régulièrement assez d'argent afin de maintenir à flot le bon navire des États-Unis, tout en essayant de l'éloigner du tsunami qui arrive droit sur nous. Mais ça ne marchera pas. Alors les gens demandent : quand est-ce que ça s'arrête ? Et je leur dis toujours la même chose : ça s'arrête quand on ne peut plus se le permettre, quand la douleur financière et économique devient telle, chez nous, qu'on ne peut tout simplement plus continuer. C'est à ce moment-là que ça s'arrêtera, et pas avant.

#Glenn

Eh bien, on dirait qu'on approche de ce moment-là, et pas seulement aux États-Unis, mais un peu partout dans le monde. Les problèmes économiques commencent à s'installer. Mais si on regarde la situation de Trump, qui est, disons, coincé avec l'Iran en ce moment, on voit qu'il y a peu, l'Iran a annoncé qu'il étendait sa dissuasion jusqu'au Liban, et qu'il a ensuite frappé Israël. Et puis, un porte-parole du Hamas a déclaré que l'Iran exigerait aussi que Gaza soit incluse dans le cessez-le-feu. Tout ça semble avoir percé l'illusion américaine du contrôle de l'escalade — cette idée selon laquelle les États-Unis pouvaient, comme vous le disiez, faire passer la guerre avec l'Iran d'un niveau d'intensité élevé à un feu doux, en essayant de la gérer, d'escalader quand ça les arrange, et de désescalader quand c'est nécessaire. Mais comment Trump peut-il s'en sortir maintenant ? Parce que, oui, la situation ne fait qu'empirer. Comme vous l'avez mentionné, la mer Rouge aussi — l'accès est en train d'être bloqué. Alors, que peut-on faire à ce stade ?

#Douglas Macgregor

Le président Trump ne contrôle absolument rien. Il faut bien comprendre ça. Si quelqu'un se demandait qui dirige vraiment dans ce partenariat entre Israël et les États-Unis, eh bien, ce n'est clairement pas M. Trump. Et M. Netanyahou l'a montré de façon très claire, et je peux expliquer pourquoi. Il n'a aucune intention de se soumettre aux exigences de Donald Trump. Ce que les Israéliens ont déclenché en envahissant le Sud-Liban, c'est une guerre à mort, à la fois pour Israël et pour le Hezbollah. En ce moment, ils sont pris dans une étreinte mortelle. Chacun tient l'autre à la gorge. Aucun ne peut relâcher sa prise, de peur que l'autre ne sorte un couteau et ne tranche la gorge de son adversaire. Alors, pourquoi en est-on là ? Eh bien, il faut remonter très loin, jusqu'à mille neuf cent quatre-vingt-deux. Le Hezbollah est devenu, au fil du temps, une menace existentielle très sérieuse pour Israël.

Les habitants du nord d'Israël ne peuvent pas rentrer chez eux, ni vivre normalement dans leur pays, tant que le Hezbollah reste militairement puissant et capable de menacer le nord d'Israël. Donc, Israël doit mener cette guerre jusqu'au bout, ou bien parvenir à un accord, à une forme de compromis. Mais aujourd'hui, personne en Israël ne veut faire de compromis sur ce point. Je le sais, j'y étais. Je comprends parfaitement ce qu'ils ressentent, et pourquoi ils le ressentent ainsi. Le

problème, c'est qu'ils ne pourront peut-être pas vaincre et détruire complètement le Hezbollah. Pendant ce temps, l'Iran a fait quelque chose qu'aucun autre État musulman de la région n'a fait. Il s'est avancé en disant : nous soutiendrons et nous combattons pour le Hamas à Gaza — autrement dit, pour Gaza — et nous soutiendrons et combattons pour le Hezbollah dans le sud du Liban. Autrement dit, il n'y aura aucun accord entre nous et qui que ce soit — ni Israël, ni les États-Unis — qui n'inclue pas ces zones.

Ce faisant, l'Iran s'est imposé comme le leader du monde islamique. L'Iran, cet État chiite hérétique, est aujourd'hui le chef de fait de la Maison de l'Islam. Si j'étais Turc, j'aurais honte. Si j'étais Arabe, j'aurais honte aussi. Parmi tous les États et tous les peuples, qui s'est levé pour dire : « Je ne me soumettrai pas » ? La Perse. C'est un développement incroyable. Les gens aux États-Unis n'ont aucune idée de l'importance que cela a. C'est extrêmement important. Et, tôt ou tard, cela va pousser le reste de la région à entrer en guerre. C'est inévitable. Et cette guerre, elle sera contre Israël. Alors, la vraie question pour nous, au lieu de ce qui nous préoccupe en ce moment — à savoir comment rouvrir le golfe Persique — ça, c'est facile.

Vous renoncez, comme Washington renonce à toute revendication sur le Golfe persique, vous abandonnez le blocus et vous acceptez de retirer vos forces. Et vous le faites pour des raisons humanitaires, parce que l'économie mondiale en a désespérément besoin. Nous l'avons perturbée sans le vouloir, et maintenant, nous allons réparer ça. Ça, c'est le premier point. Ensuite, le deuxième point, c'est qu'il faut avancer et trouver un moyen de mettre fin à cette guerre, qui, pour l'instant, suit une trajectoire menant à la destruction d'Israël. Les gens, ici aux États-Unis, ne le réalisent pas. Ils ne comprennent pas qu'Israël, en tant qu'État, en tant que peuple, est réellement menacé de disparaître. Nous devrions vouloir empêcher cela. Mais on n'y arrivera pas en tuant davantage de musulmans. Ça ne marchera pas. Israël ne peut pas s'en sortir par la force, et nous non plus.

#Glenn

Alors, comment voyez-vous les Israéliens s'en sortir jusqu'à présent sur le champ de bataille ? Parce que je sais que les drones leur posent pas mal de problèmes. On entend de la part de Tsahal qu'ils sont vraiment à bout de ressources. Et quand les Israéliens disent qu'ils considèrent le Hezbollah ou l'Iran comme une menace existentielle, ce n'est pas vraiment déraisonnable. Moi, je n'y crois pas pour les États-Unis. Je ne vois pas l'Iran comme une menace existentielle pour les Américains. Mais pour Israël, oui, ça paraît assez logique. Mais encore une fois, qu'est-ce qu'ils peuvent vraiment espérer accomplir ici ? Parce qu'ils semblent avoir entrepris bien plus qu'ils ne peuvent gérer. Alors, selon vous, vers quoi tout ça se dirige ? Est-ce qu'ils vont devoir reculer à un moment donné, ou bien vous pensez qu'ils vont au contraire redoubler d'efforts et tenter à nouveau de frapper l'Iran, d'une manière ou d'une autre... si tant est que ce soit possible ?

#Douglas Macgregor

Israël ne s'arrêtera pas tant qu'il sera soutenu sans condition par Washington. Et Washington continuera à soutenir Israël sans condition, tant que nous pourrions nous le permettre, tant que nous ne serons pas limités par une crise économique ou financière chez nous. C'est aussi simple que ça. Maintenant, le président Trump pourrait y mettre fin. S'il voulait mettre un terme à la guerre en Ukraine, s'il voulait mettre fin à la guerre au Moyen-Orient, celle qui implique Israël, l'Iran et ses voisins, le processus est très simple. Il suffit d'arrêter toute aide, qu'elle soit militaire, financière ou autre, à Israël. Et d'arrêter toute aide et tout soutien au gouvernement ukrainien. Cela mettrait fin aux choses.

Les Européens ne peuvent tout simplement pas gérer ça tout seuls. Mais lui, il n'a montré aucun intérêt à le faire. Et il est lié par les promesses qu'il a faites aux différents milliardaires qui soutiennent Monsieur Netanyahu aux États-Unis, pour mener cette guerre jusqu'au bout. D'ailleurs, si on écoute toute la rhétorique du début — sur la fin de la civilisation du jour au lendemain, la reddition inconditionnelle, la destruction totale — toute cette série de déclarations hyperboliques de Donald Trump, c'est très clair ce qu'il voulait faire. Il a échoué. Ça n'a pas marché. Il peut se retirer. Ce n'est pas la fin du monde pour lui, même si ça pourrait bien être la fin pour lui ici, chez lui. Pourquoi je dis ça ?

Eh bien, ces milliardaires qui l'ont soutenu pourraient très bien se retourner et dire : très bien, si tu ne tiens pas ta parole — la promesse que tu nous as faite — alors on fera en sorte que tu sois destitué dès que tu te retires. Et est-ce qu'ils peuvent le faire ? Absolument. Parce qu'ils contrôlent les deux partis au Congrès. L'argent vient des mêmes sources, il alimente les deux camps pour garantir le soutien à tout ce que veut Israël. Donc, s'il se retire unilatéralement en disant : c'est la seule façon de mettre fin à cette tragédie, c'est à moi d'en prendre la responsabilité et, pour des raisons humanitaires, de me retirer — s'il fait ça, il sera probablement destitué et chassé du pouvoir. Et à ce moment-là, il devra sans doute affronter toutes sortes de batailles judiciaires, et peut-être même la prison.

Donc, sa position n'est pas si différente de celle de Monsieur Netanyahu, n'est-ce pas ? Alors, dans ces conditions, est-ce réaliste d'attendre de Trump qu'il prenne les devants et fasse ce qu'il faut ? Vous savez, Andrew Jackson disait souvent, quand on remettait en question ce qu'il voulait faire, ou ce qu'il pouvait faire avec l'armée américaine en temps de guerre : « Un homme courageux fait la majorité. » Il avait raison. Il l'a prouvé. Lincoln l'a prouvé aussi. C'est ce qui définit l'identité nationale américaine depuis deux cent cinquante ans. Est-ce qu'il a ce courage-là ? Je vous ai expliqué pourquoi je ne pense pas que ce soit le cas. Et d'ailleurs, Monsieur Netanyahu non plus.

#Glenn

Eh bien, alors que le monde entier a les yeux rivés sur l'Iran et sur le fiasco qui s'y déroule, on oublie à quel point la guerre contre la Russie devient dangereuse en ce moment. Vous avez raison de souligner que les Européens n'ont pas les moyens de mener une guerre contre la Russie, mais cela ne semble pas freiner leurs intentions. Ils déclarent très ouvertement que leur objectif est

désormais de détruire l'économie. Ils affirment vouloir produire en masse des armes à longue portée pour frapper au cœur du territoire russe. Ils vont même jusqu'à fixer des dates pour le moment où, selon eux, une guerre avec la Russie pourrait commencer. Et, comme nous en avons parlé plus tôt, il y a désormais de plus en plus de frappes contre la Russie depuis le territoire de l'OTAN, principalement depuis les pays baltes.

Il me semble que c'était il y a deux jours à peine que l'Union européenne a annoncé qu'elle allait désormais s'en prendre aux navires russes en Méditerranée. Et, franchement, l'instinct de survie ne paraît pas très fort en Europe en ce moment. Alors, selon vous, vers quoi tout ça se dirige ? Jusqu'où pensez-vous que les Russes, ou Poutine, pour être honnête, peuvent encaisser avant de devoir changer de cap ? Parce que, d'après ce que je comprends, tout son Conseil de sécurité nationale serait maintenant contre lui, en disant que toute forme de retenue, ou même un minimum de retenue, serait perçue comme une faiblesse par l'Occident. Donc, combien de temps, à votre avis, peuvent-ils encore tenir avant de passer à une action spectaculaire ?

#Douglas Macgregor

Eh bien, il y a eu deux choses qui se sont passées au cours des vingt-quatre à trente-six dernières heures. La première, c'est une intervention du président Poutine lors du forum de Saint-Petersbourg. La seconde, c'est une présentation de Sergueï Lavrov — je ne suis pas certain où il l'a faite, mais je l'ai écoutée en traduction. Le président Poutine a terminé sa discussion sur les problèmes avec l'Ukraine par la phrase : « Camarades, au travail », ce qui, d'après ce qu'on m'a dit, se traduit plutôt par : « Camarades, continuez à travailler. » Avant cela, il avait salué les forces armées russes, les soldats, les marins, les aviateurs, les fusiliers marins, et ainsi de suite. Donc, à mon avis, ce qu'il dit en ce moment, c'est : continuez à travailler, continuez à vous battre, continuez à avancer. Ce qu'il n'a pas dit, mais qui fait l'objet de discussions très sérieuses en ce moment, c'est ce qu'il compte faire sur le plan offensif, depuis l'est de l'Ukraine vers l'ouest du pays. Il n'ignore pas les problèmes en Ukraine.

Je suis sûr que vous avez vu ces images tournées en Bohême, tout à l'ouest de l'Ukraine, où l'on voit des gens sortir avec des pelles pour frapper les recruteurs et s'en débarrasser. Ces recruteurs essayaient d'emmener leurs fils et leurs pères pour les envoyer mourir sur les lignes de front, dans l'est du pays. L'ouest de l'Ukraine est d'ailleurs très intéressant, parce que, parmi toutes les régions du pays, c'est sans aucun doute la plus occidentalisée. Elle a été sous domination autrichienne pendant presque deux siècles, et, soit dit en passant, les habitants y étaient plutôt satisfaits de cette période. Cette partie de l'Ukraine est connue pour sa résistance à tout ce qu'elle n'aime pas. En mille neuf cent soixante-huit, quand le Pacte de Varsovie s'est mobilisé pour intervenir en Tchécoslovaquie, le district militaire de l'ouest ukrainien — qu'on appelait alors le district militaire des Carpates, c'est de cette zone qu'il s'agit — eh bien, pratiquement personne ne s'est présenté à la mobilisation.

Nous sommes en mille neuf cent soixante-huit. Qu'a fait le gouvernement soviétique à ce moment-là ? Pas grand-chose. Ils ne voulaient pas se battre en Ukraine de l'Ouest. Ces gens-là sont sérieux. Ils en ont assez. Ils n'en peuvent plus de Zelensky. Et je pense qu'il y a beaucoup plus de ce sentiment en Ukraine de l'Ouest que ce que les gens, en Occident, comprennent vraiment. Ça, c'est la bonne nouvelle. La mauvaise, c'est que nous ne faisons rien pour soutenir ces gens. Et il faut le faire. On peut le faire en arrêtant de soutenir cette dictature à Kyiv. En attendant, je pense qu'il y a des discussions sérieuses sur des opérations offensives en Ukraine de l'Ouest. Si on regarde le déploiement des forces russes en ce moment, il y a trois grandes concentrations.

Il y en a une dans le sud, près de Zaporojie. Une autre, plus au nord, vise, en gros, au-delà de Tchernihiv, depuis Soumy et ainsi de suite, en direction de Kiev. Et il y en a une troisième en Biélorussie. D'après ce qu'on m'a dit, cette troisième en Biélorussie comprend quelque part entre vingt et trente mille soldats nord-coréens. Donc, il y a trois concentrations de forces qui pourraient attaquer presque en même temps, ou l'une après l'autre. Et je pense que si cela arrivait, ce serait un vrai tournant. Maintenant, pour ceux qui se disent que les Européens vont réagir à ça... mon conseil, c'est de ne même pas y penser, parce que ça ne se passerait pas bien pour eux. Et je ne pense pas que le président Trump s'en mêlera.

En fait, je pense que cela le pousserait à retirer toutes les personnes qui se trouvent actuellement sur le terrain, en Ukraine de l'Ouest, et qui travaillent pour le gouvernement américain ou pour les services de renseignement. Ce serait donc, à mon avis, un moment que le gouvernement russe pourrait exploiter pour mettre fin à cette guerre. Il suffirait simplement de traverser cette rivière, de se déplacer rapidement vers le sud et vers le nord, pour faire tomber tout ça et y mettre un terme. Est-ce que cela entraînerait des pertes ? J'en suis certain. Et je dois toujours rendre hommage au président Poutine, parce que, parmi tous les dirigeants russes de ces cent dernières années, aucun n'a été plus attentif à la vie des Russes — et j'ajouterais même, à celle des Ukrainiens — que le président Poutine.

Il n'en reçoit jamais le mérite, mais je pense qu'il faut le dire. Ce genre de chose pourrait arriver, et je crois que c'est à l'étude. On verra ce qu'ils décident de faire. Mais il ne reste que jusqu'à la mi-septembre, à peu près, si on veut agir, pour des raisons de météo et de terrain, comme vous le savez. Et pour ce qui est du Golfe persique, je pense que ce que vous avez dit tout à l'heure est juste. Je crois que le président Trump veut maintenir le blocus. Il va laisser la situation couvrir. Et quand les Israéliens l'ignoreront et bombarderont quelque part, il reviendra en disant : eh bien, dans les circonstances, je peux comprendre pourquoi c'est arrivé. J'espère que ça ne se reproduira pas. Je préférerais que non, mais rien ne changera. C'est, à mon avis, la direction que nous prenons.

#Glenn

Concernant ce problème de main-d'œuvre, il provoque, comme vous l'avez dit, beaucoup de tensions sociales en Ukraine. En réalité, c'est peut-être même un euphémisme. Les Ukrainiens en ont

vraiment assez de Zelensky et de son gouvernement. Mais les Européens semblent réagir à cela en se préparant à expulser des millions de réfugiés ukrainiens, dans l'espoir de remplir à nouveau les tranchées, pour qu'ils aillent, en gros, mourir pour l'OTAN. Et comme l'Ukraine a réussi à reprendre un peu de terrain dans la région de Zaporijjia, principalement le long du Dniepr, les médias européens s'enflamment. Ils disent que la situation s'est inversée — qu'on est en train de gagner, qu'on est en train de gagner. On en est donc revenus là, malheureusement. Mais pensez-vous qu'il soit trop tard pour renverser la situation, même s'ils envoient toutes les armes possibles ? Parce qu'en réalité, ils n'ont pas vraiment l'argent, ils expulsent les réfugiés, et ils réussissent à faire pression sur Zelensky pour qu'il abaisse l'âge de la conscription, afin d'envoyer les jeunes de dix-huit ans dans les tranchées. Est-ce que, selon vous, il reste encore une chance de changer le cours des choses à ce stade ?

#Douglas Macgregor

Non, je ne pense pas. Pour moi, l'affaire ukrainienne est déjà pliée. La question, c'est pas si ça va s'effondrer, mais quand. Et ce sera intéressant de voir ce qu'ils vont faire de tous ces jeunes hommes. Un ami à moi, vers deux mille quinze, deux mille seize, me racontait qu'il voyait arriver plusieurs trains remplis de jeunes hommes musulmans — pas de familles, juste des jeunes hommes. Et quand on les a interrogés — j'étais en Allemagne à ce moment-là, je regardais la télé — on voyait ces jeunes hommes musulmans à la frontière, venant d'Autriche. Ils disaient : « On est là pour les femmes. On a entendu dire qu'il y en avait beaucoup qu'on pouvait violer. » Et ça, ça a été retiré de la télévision allemande. Je suis sûr que ces images ont été détruites. Donc, ce n'est pas la première fois qu'ils se retrouvent submergés par un afflux de jeunes hommes.

En ce qui concerne les Ukrainiens, oui, j'avais des amis dans les gares. Ils vivaient à Hanovre et à Cologne, et ils ont été choqués par le nombre de jeunes hommes qui descendaient des trains venant d'Ukraine. Pas de familles, pas d'épouses, pas d'enfants... uniquement des jeunes hommes. Donc je pense que les Européens ont beaucoup de jeunes hommes qu'ils doivent rassembler et expulser. Il n'y a aucun doute là-dessus. On verra si ça se produit ou non. Mais s'ils essaient de le faire, ils auront déjà fort à faire. Ils ne pourront rien faire d'autre. Donc, encore une fois, je pense que la balle est clairement dans le camp des Russes. C'est à eux de franchir la ligne et de gagner la guerre, s'ils veulent la gagner. Et je ne crois pas que tout le Conseil de sécurité nationale se soit retourné contre le président Poutine.

Mais je pense que le Conseil de sécurité nationale, et beaucoup de ses conseillers, ont simplement dit quelque chose du genre de ce que j'ai dit moi-même : mettons fin à tout ça, allons jusqu'au bout. Et je sais que le peuple russe en a assez, et je sais que beaucoup de gens dans l'ouest de l'Ukraine en ont assez aussi. Donc, il est temps d'agir. Et je ne me ferais pas trop de souci pour les grandes gueules de Berlin, de Paris ou de Londres, parce que c'est bien ce qu'ils sont — des grandes gueules. Je ne sais pas si vous avez regardé la télévision allemande récemment, mais le nombre de gens qui

descendent dans la rue contre la conscription, ces chiffres sont vraiment impressionnants. Les gens ont compris : non, on ne veut pas aller se battre en Russie, c'est absurde. Alors je n'y accorde pas beaucoup de crédit. Disons les choses comme ça.

#Glenn

Mais juste pour, enfin, Randolph, revenir à notre point de départ. Comment vois-tu, disons, la situation... Tu as mentionné que les États-Unis pourraient être contraints de faire des changements si une crise économique les y obligeait. Mais l'un des problèmes, et c'est aussi un problème pour les Européens, c'est que si on n'accepte pas la répartition actuelle du pouvoir au niveau international, eh bien, le système te le fait payer. Et je pense qu'un des grands problèmes pour les États-Unis, c'est qu'ils essaient encore de garder une position dominante à l'échelle mondiale, d'être partout en même temps. Donc, de tout considérer comme prioritaire, ce qui revient à ne rien prioriser du tout. Il me semble que ça crée beaucoup de difficultés. J'ai pris l'exemple du fait que, par exemple, les États-Unis ont envoyé une grande partie de leurs armes en Ukraine.

Puis est venu le moment d'affronter l'Iran. Les États-Unis n'avaient pas assez d'armes, alors ils ont commencé à en rediriger depuis l'Asie de l'Est, depuis des endroits comme la Corée du Sud, ou encore depuis l'Europe, depuis l'Ukraine. Et même une fois arrivés au Moyen-Orient, ils n'ont pas vraiment pu protéger les États du Golfe, en partie aussi parce qu'Israël était prioritaire. Bref, ce que je veux dire, c'est qu'en ne donnant pas la priorité à une région plutôt qu'à une autre, on voit maintenant que des alliés essentiels — de l'Europe aux États du Golfe, jusqu'à l'Asie de l'Est — se demandent dans quelle mesure ils doivent développer leurs propres capacités, et s'ils peuvent encore compter sur le partenariat avec les États-Unis. À mon avis, tout cela aurait pu être évité si les États-Unis avaient simplement reconnu que leurs ressources sont limitées.

Concentrons-nous sur cette région, ou sur une autre. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Alors ma question, c'est : comment voyez-vous le système d'alliances que les États-Unis ont construit ? Combien de temps cela peut-il durer, à moins que les États-Unis ne commencent, non pas forcément à se retirer, mais à donner la priorité à certaines régions plutôt qu'à d'autres, ou du moins à agir en fonction de ressources limitées ? Et j'ajouterais que, au moins, les Américains ont des ressources. Les Européens, eux, n'en ont pas, et pourtant ils continuent d'agir comme s'ils en avaient en abondance.

#Douglas Macgregor

Eh bien, vous avez raison de parler de ce calcul entre les moyens et les fins. Ça fait des décennies qu'on ne le fait plus aux États-Unis. On a toujours vécu avec cette idée de ressources illimitées, d'argent sans limite. Rappelez-vous, tout ça commence avec la fin de l'étalon-or. À partir du moment où on n'était plus lié à l'or, on pouvait imprimer autant d'argent qu'on voulait. Et c'est exactement ce

qu'on a fait. Au lieu de chercher à garder un foyer solvable, on a simplement imprimé plus d'argent, on l'a sorti du sous-sol en disant : voilà, on va payer avec ça. Et, année après année, évidemment, la monnaie a perdu de sa valeur. Aujourd'hui, on se retrouve avec un vrai problème d'inflation.

Certaines personnes pensent qu'on va aussi avoir un problème de déflation. Quoi qu'il arrive, on sait deux choses. Premièrement, on se dirige vers une récession très sérieuse. Très peu de gens le contestent. Deuxièmement, ça pourrait facilement se transformer en dépression. Plus ça dure, plus les affaires dans le Golfe continuent, plus il est probable qu'on assiste à une dépression mondiale. On verra la famine. On verra des pénuries de toutes sortes — de minerais, de produits, de technologies — tout ça à cause de cette guerre insensée et inutile dans le Golfe persique. Que va-t-il se passer ? Je pense que vous verrez... pardon... je pense que ce qu'on va voir, c'est que peu importe ce qui se passe dans les six prochains mois, l'avenir est assez clair.

Nous allons devoir retirer la plupart de nos forces déployées au-delà de nos frontières. Nous allons devoir réduire les dépenses de défense. Les dépenses de défense représentent la plus grande part de ce qu'on appelle les dépenses discrétionnaires. On parle d'un budget, pour l'année à venir, d'environ mille cinq cents milliards de dollars. C'est absurde. C'est un monde imaginaire. Nous n'avons déjà pas les moyens du millier de milliards que nous gaspillons aujourd'hui. Il va falloir prendre des décisions difficiles. La bonne nouvelle, c'est que tout le fondement, toute la logique de l'alliance de l'OTAN et de nos autres alliances à travers le monde, ne sont plus valables. Il y avait un excellent article d'opinion publié dans un journal coréen. Je l'ai lu ce matin. Je vous l'enverrai. Il a été traduit en anglais.

Et ce journaliste coréen a fait remarquer, avec beaucoup de calme et de lucidité, que la guerre a changé. Il a regardé ce qui s'est passé dans le Golfe persique, il a regardé ce qui se passe en Ukraine. Et il dit : si vous avez des forces américaines stationnées sur votre territoire, et que les États-Unis décident d'entrer en guerre contre la Chine, la Russie, l'Iran, ou n'importe qui d'autre, ces forces deviennent alors des cibles pour l'ennemi. Autrement dit, elles font désormais partie du problème. Elles ne sont plus une source de sécurité, mais une source d'insécurité. Voilà la Corée, un pays de près de cinquante millions d'habitants, une société brillante, avec une économie remarquable, tout à fait capable de se défendre et de naviguer dans les eaux du monde international en tant qu'État souverain.

Et nous continuons d'insister pour qu'ils gardent notre présence militaire sur leur territoire. Eux, ils n'en veulent pas. Ils n'en veulent plus depuis longtemps. Ils n'en ont pas besoin. Et maintenant, ils voient ça comme un fardeau, pas comme un atout. Les Japonais en arriveront aux mêmes conclusions. Les Européens aussi. Et ce que les gens doivent vraiment comprendre — et qu'ils n'ont pas encore saisi —, c'est que tout le monde parle de la résistance magnifique et courageuse de la Finlande face aux Soviétiques en mille neuf cent trente-neuf. Eh bien, il faut regarder ce qui s'est passé en Iran. L'Iran a remporté, pour l'instant, la révolution dans le domaine militaire.

Et cette révolution, qui a commencé au milieu du vingtième siècle, consiste à relier toutes les formes de surveillance aérienne — qu'il s'agisse d'un drone Reaper, d'un satellite, ou de tout autre appareil, habité ou non — à un réseau commun. L'idée, c'est de connecter ces plateformes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance, ainsi que les données de ciblage qu'elles produisent, directement aux stations au sol. Ces stations contrôlent des milliers de plateformes, avec des centaines de systèmes d'attaque différents, et en quelques minutes, elles peuvent identifier une cible située entre huit cents et mille six cents kilomètres au-delà des frontières de l'Iran, la suivre, puis la cibler et la détruire. Pour nous, ce système s'est révélé totalement impénétrable.

C'est imprenable, parce qu'ils profitent aussi de la géographie naturelle : des chaînes de montagnes qui font office de murs qu'on ne peut pas facilement franchir ou escalader, et d'immenses déserts au sud du pays, brûlants, où personne n'a envie de vivre longtemps. Quand on met tout ça ensemble, l'Iran a montré qu'on n'a pas besoin d'une marine, ni d'une force aérienne. Ce qu'il faut, c'est ce que je viens de décrire, plus des forces terrestres. Et avec ça, on peut se défendre très efficacement. C'est vrai aussi pour l'Europe. Les Suédois pourraient le faire. Les Norvégiens peuvent le faire. Les Danois aussi.

Les Néerlandais peuvent le faire. Les Allemands, eux, peuvent clairement le faire aussi. On n'a pas besoin de dépenser mille milliards de dollars par an pour atteindre cette capacité. Alors la vraie question, c'est : qu'est-ce que vous voulez faire, à l'avenir, sur le plan militaire, pour vous protéger ? C'est le premier point. Cela peut, ou non, inclure une alliance avec d'autres. Mais à l'inverse, ça peut aussi vouloir dire une alliance avec votre voisin. Ce serait d'ailleurs logique que les pays scandinaves soient alignés entre eux — les Suédois et les Finlandais, bien sûr, probablement aussi les Danois, les Allemands, peut-être la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie. Mais ces alliances n'ont pas besoin d'être offensives, ni conçues pour attaquer qui que ce soit.

Elles sont conçues pour rendre toute intrusion sur leur territoire pratiquement impossible, sauf à en payer un prix terrible. Et c'est bien ça, au fond, la dissuasion, non ? Aujourd'hui, on vit dans un monde différent, où ce genre de choses est possible. La Corée en est un excellent exemple. C'est une péninsule entourée d'eau sur trois côtés. Si vous installez ces systèmes d'armes et toute la structure de surveillance, vous couvrez complètement la péninsule et vous vous protégez, non seulement contre une menace venant du nord, mais aussi tout autour, depuis la mer. Le monde change. Le monde évolue dans cette direction. Et je pense que c'est une meilleure solution que celle qu'on a eue pendant les quatre-vingts dernières années.

Parce que, depuis environ quatre-vingts ans, tout repose sur l'idée que si quelqu'un attaque une nation X alliée aux États-Unis, nous allons aussitôt lancer des armes nucléaires et mettre nos villes, notre population, en danger immédiat d'anéantissement... tout ça pour protéger un petit État à la périphérie de l'Eurasie. Franchement, je n'ai jamais trouvé ça réaliste. D'ailleurs, Dwight Eisenhower non plus. C'est pour ça qu'il a dit, quand il a accepté que nous rejoignons l'OTAN, que si l'OTAN durait plus de dix ans, ce serait un échec. Parce qu'il pensait vraiment qu'il fallait adopter une autre

approche. Et soit dit en passant, dans les années cinquante, il recommandait que la Pologne, la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, les républiques tchèque et slovaque, ainsi que la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie soient neutres. Eh bien, quelle idée, n'est-ce pas ?

#Glenn

Ça aurait été une bien meilleure voie que celle où nous en sommes aujourd'hui, au lieu de criminaliser la neutralité. Mais comme vous l'avez dit, je pense que, voilà, nous sommes gouvernés par des êtres humains, et les gens ont besoin de temps pour s'adapter. Et, vous savez, à l'époque du moment unipolaire, accueillir des troupes américaines, c'était la garantie d'une sécurité absolue. Aujourd'hui, avec l'hégémon en déclin, je pense que ça attire les problèmes et que ça fait d'eux une cible. Bref, notre temps est écoulé. J'espérais vous poser des questions sur la lettre de Zelensky et sur la question de savoir si l'OTAN est morte ou non, mais on devra en parler la prochaine fois.

#Douglas Macgregor

Je pense que c'est assez moribond. La lettre de Zelensky ne va pas redonner vie à l'OTAN.

#Glenn

C'est l'une des choses les plus absurdes que j'aie lues. Eh bien, merci beaucoup pour votre temps.

#Douglas Macgregor

Merci. Au revoir.